

Appel à contribution pour un numéro thématique de la *Revue d' Histoire Méditerranéenne*

Les formes de résistances culturelles et sociales en Algérie. De l'antiquité à l'indépendance

Résumé

La *Revue d' Histoire Méditerranéenne*, indexée dans plusieurs bases de données dont **Scopus Elsevier** et **Erih+**, lance un appel à contributions pour un numéro thématique consacré aux **formes de résistances culturelles et sociales en Algérie** depuis l'antiquité jusqu'au recouvrement de la souveraineté en 1962. L'opposition militaire aux puissances étrangères fut toujours complétée par différentes autres formes de résistances.

Coordination du numéro

Pr. Settari OUATMANI (université de Bejaia)

Argumentaire

Les historiens romains ne commençaient à s'intéresser aux Berbères qu'au moment où leur pays convoitait les terres nord-africaines. C'est ainsi qu'ils donnèrent divers renseignements sur les trois grands royaumes berbères du troisième siècle avant Jésus-Christ, au moment où l'Afrique du Nord devint une contrée importante pour eux. Progressivement, Rome s'établissait dans cette région malgré la résistance de plus en plus forte des Berbères. L'histoire a retenu les exploits de Jugurtha, de Tacfarinas, de Firmus et d'autres résistants, qui échouèrent en fin de compte dans leurs tentatives d'expulser les Romains. Cette opposition militaire fut complétée par d'autres formes de résistances culturelles et sociales. Trois faits, parmi d'autres, sont gravés dans les pages de l'histoire : la romanisation, le donatisme et les circoncellions.

La Romanisation fit suite à la conquête militaire romaine. Si une partie des Berbères s'intégra et s'adapta à la nouvelle vie qui s'était mise en place (construction des cités romaines, sédentarisation des nomades, imposition d'un nouveau culte), une grande frange de la population autochtone s'accrocha et défendit son mode de vie ancien (culturel, religieux, social) sans forcément prendre les armes.

Le donatisme est un schisme dont l'origine remonte à 305, lorsque certains évêques de Numidie refusèrent de reconnaître l'élection de Cécilien comme évêque de Carthage et primat d'Afrique. Du problème religieux, le donatisme devint, aux yeux des historiens, un mouvement social de résistance qui rassembla la population pauvre de Numidie pour contrer Rome.

Les circoncellions désignent du point de vue juridique les travailleurs agricoles qui se « *louaient au moment des moissons et des vendanges* ». Ralliés à la cause donatiste, ils déclenchèrent, vers 340, un mouvement de revendication sociale et de révolte pour protester contre la misère. Par la violence et par différentes mesures sociales et religieuses, l'empereur Constantin finit par liquider ce mouvement qualifié par Gautier de « *révolte sociale* » ou de « *lutte des classes* ».

Sous l'ère vandale (529-533), les paysans souffrirent le martyr sous le coup de Genséric, conquérant de l'Afrique du Nord. Après la mort de ce dernier, ce fut la grande débandade ; ils se

ruèrent sur les villes de Théveste (Tébessa), Thamugadi (Timgad), Lambaès et ils ne furent stoppés qu'à Cirta (Constantine). Ces révoltes sociales caractérisèrent aussi la période byzantine (533-647) avec notamment le soulèvement d'Iabdas dans les Aurès (536-539).

Durant le Moyen Âge, le Maghreb se transforma profondément. L'islamisation fut presque achevée en moins d'un siècle tandis que l'arabisation d'une majorité du peuple amazigh prit plusieurs siècles. Elle fut d'abord une arabisation citadine concentrée dans les grandes villes, en raison de la présence au sein de ces lieux d'une communauté arabe (familles, soldats, juristes...) et le fait que la langue arabe fût employée comme une langue d'administration. Au milieu du 11^e siècle, les Banu Hillal suivis par les Banu Soleim se ruèrent sur l'Ifriqiya (Tunisie) avant de foncer sur le Maghreb central. Le processus d'arabisation du peuple berbère venait de connaître alors un nouveau rebondissement. Quelques siècles plus tard, une partie du peuple berbère fut arabisée grâce au concours de plusieurs facteurs. Cependant, d'autres facteurs permirent à la langue berbère de résister comme « *"l'isolement géographique de certaines régions, le facteur démographique, la segmentarité des sociétés berbères anciennes et enfin l'autonomie politique de certaines régions berbérophones"* », comme le souligne Salem Chaker.

La période médiévale était également une période de guerre continue sur fond de considérations idéologiques et culturelles. Les débats sur ces sujets marquaient les esprits. Ces discussions étaient dans un premier temps intellectuelles et se déroulaient dans les lieux de savoir. La défense d'une idéologie devenait ensuite un moyen utilisé pour combattre le pouvoir en place. Les historiens ont beaucoup écrit sur les conflits entre Nukarites et Ibadites, entre Ibadites et Kharidjites ou entre Malikites et Chiïtes... Longtemps, le Maghreb n'avait pas connu de paix à cause de ces déchirements. Les révoltes paysannes, comme celle d'Abou Yazid sous le règne des Fatimides, vinrent compliquer une situation déjà dans l'impasse.

Né en Orient, le soufisme se répandit au Maghreb à l'époque almoravide et almohade. Ses formes sont diverses : culte des saints, maraboutisme, chérif et confréries. Depuis le 11^e siècle, le mouvement confrérique se développait. Partout, les Moqadems créaient des écoles pour enseigner aux fidèles la voie du maître et donner également un enseignement divers en langue arabe. Le mouvement confrérique avait touché en particulier les régions profondes du Maghreb, à savoir les contrées lointaines et isolées et c'était là qu'il avait joué un rôle dans la défense du territoire contre toute intrusion extérieure. Parfois, c'était autour d'une confrérie que se lançaient les fidèles à la conquête du pouvoir ou à la fondation d'un nouvel État.

L'influence du mouvement confrérique était aussi une réalité sous les Turcs (1518-1830). La nature du régime en place (séparation entre le pouvoir politique positionné dans les grandes villes et la population, un plus grand intérêt pour la marine et les questions militaires) poussait les gens à dépendre davantage des ordres religieux. Cette dépendance s'agrandissait au fur et à mesure qu'augmentait l'implication des hommes religieux dans la vie sociale et économique. Le contact était partout : dans les zaouïas, dans les cérémonies religieuses, autour des tombeaux des saints... En somme, aux moindres problèmes, et à l'appel d'une des confréries, les habitants pouvaient basculer facilement dans la guerre. Pour des raisons économiques (fiscalité) et spirituelles en général, ces mobilisations paysannes pouvaient prendre des proportions énormes. A titre d'exemple, à la fin du règne ottoman, pour des raisons liées à l'impôt, la Darkaouiyya se révolta grâce à un grand soutien populaire (1806-1813), d'abord à l'Est, sous la direction d'Ibn al-Ahrach et, ensuite à l'Ouest, sous la houlette du chérif Moussa al-Derkaoui. Ce soulèvement fut maté dans le sang par les Ottomans.

Depuis 1830, la résistance militaire des Algériens occupait les devants de la scène, amenant des réactions violentes de l'occupant. En parallèle, se développait en ville et en campagne, une résistance culturelle et sociale de la société algérienne contre l'ordre établi. Celle-ci s'était affirmée davantage après la défaite de l'insurrection de 1871, une date qui marqua l'échec de la résistance armée et le début d'une période dite « *intermédiaire* », mais aussi une époque de « *reprise historique* » selon les termes d'Abdelkader Djeghloul.

Les précurseurs de l'opposition culturelle proviennent de l'élite. Entre 1830 et 1834, les Maures de la ville d'Alger, menés par de nombreux lettrés, dénoncèrent le non-respect du traité du 05 juillet 1830 et la politique destructrice des différents gouverneurs qui s'étaient accaparés par exemple les biens religieux. Cette première contestation finit par l'expulsion des contestataires, à leur tête Hamdane Khodja. Ces expulsions touchèrent aussi certains muftis qui avaient osé contester l'autorité en place par le biais de fatwas ou déclarations comme ce fut le cas pour le mufti Sidi Mohammed al Annabi. Cette forme de contestation pacifique montait en puissance au fur et mesure que durcissait le régime colonial. Les auteurs de ces protestations écrites étaient les lettrés classiques (ex-fonctionnaires, marabouts, talebs...) avant que ceux-ci ne passent le relais, à la fin du 19^e siècle, aux cadres issus de l'école coloniale. Le contenu de ces plaintes est varié : dénonciation de l'expropriation des terres, du régime forestier, des conséquences de l'application du sénatus-consulte, etc.

A la fois à cause de la conquête, de la confiscation des biens *habous* et du départ des maîtres en Orient, l'enseignement traditionnel connut un déclin. En 1840, l'évêque Dupuch ne trouva que deux ou trois instituteurs pour toute la province d'Alger et à la fin du Second Empire, environ 2000 écoliers recevaient des cours dans les écoles coraniques. Malgré l'inauguration d'une nouvelle politique scolaire par la création des « *écoles arabes françaises* » destinées aux Algériens musulmans, les écoles coraniques continuaient à dispenser leur savoir et eurent le mérite de sauvegarder le patrimoine arabo-musulman.

À la politique de la dislocation de la tribu et des structures sociales de la société algérienne, les habitants répondirent par un attachement fort aux traditions et au patrimoine. Mostapha Lacheraf parle d'une « *communauté algérienne* » et du « *long effort pacifique et têtue qu'elle a déployé à la fin du XIX^e siècle pour survivre en tant que société* ». Malgré toutes les réformes introduites pour la rendre inefficace, la djemaâ (l'assemblée villageoise) resta omniprésente dans certaines régions. Il faut souligner aussi la participation remarquable des femmes qui, en l'absence des hommes, faisaient du mieux qu'elles pouvaient pour défendre leur honneur et leurs coutumes. Ces femmes utilisaient par exemple des leurres tels que le tatouage du motif de la croix pour faire croire à la conversion de la société kabyle au christianisme. En pleine guerre de libération, les jeunes femmes de villages éloignés « *se barbouillaient le visage et se salissaient pour répugner les éventuels violeurs* ».

Après l'insurrection de 1871, il se développa une autre forme de résistance au régime en place que les journalistes français de l'époque dénommaient « *bandit d'honneur* ». Ce dernier était un personnage atypique : il était tenu pour « *un criminel* » par les autorités publiques mais considéré comme un héros par les siens. Choqué par les agissements des administrateurs, des gardes forestiers et des chefs locaux, ne pouvant pas soulever la masse populaire et au même temps, ne supportant plus les injustices, le « *bandit d'honneur* » ou « *bandit social* » ou encore « *justicier* » quittait le foyer familial pour aller vers la broussaille. Là, une nouvelle vie commençait pour lui : loin de tout contrôle, il s'attaquait au colonialisme et à ses symboles et prenait parfois l'image de redresseur de torts. Il pouvait également profiter de son statut pour régler des comptes avec ses adversaires. Des noms comme Bouzian el Kalai, Arezki L'Bachir et

Messaoud Ben Zelmat avaient davantage attiré l'attention, mais d'autres personnages restés anonymes, avaient aussi porté des coups à l'ordre colonial.

Dès la fin du 19^e siècle, les Algériens commençaient à adhérer aux organisations syndicales métropolitaines négligeant celles dominées par les colons. Le mouvement syndical en Algérie se caractérisait par la lutte au sein des mêmes syndicats de deux classes d'ouvriers appartenant à deux sociétés diamétralement distinctes, l'une dominant l'autre, et c'est cette dualité contribuant à obscurcir les besoins, et les mérites, et la solidarité ouvrière qui finit par être exploitée par le capitalisme colonial. En étant dans les syndicats métropolitains, les Algériens avaient mené des luttes très dures aux côtés de leurs collègues européens pour l'amélioration de leurs conditions sociales et professionnelles. Ils avaient également mené de rudes combats en dehors des syndicats surtout dans les milieux agricoles ou certaines actions avaient pris dans certains moments un caractère insurrectionnel. Les syndicalistes qui avaient obtenu de nombreux acquis au sein des différents syndicats métropolitains (CGT, CGTA, FO) finirent par lancer leur propre syndicat (UGTA-UGCA) et continuer leur propre combat pour l'amélioration de leur sort et pour œuvrer à la libération du pays.

Contrairement aux prévisions de l'autorité française, les jeunes issus de l'école coloniale (instituteurs, interprètes, intellectuels...) se rendirent compte qu'il était « *impossible et impensable le consentement des dominés à la domination* » selon l'expression d'Omar Carlier. Ces animateurs, dont une partie était connue sous le nom des « *Jeunes Algériens* », imitèrent certains moyens employés par les Jeunes Turcs et les Jeunes Tunisiens dans leur combat. En dehors des démarches politiques classiques, ils créèrent des cercles dans les grandes villes d'Algérie comme celui de Salah Bey à Constantine et la Taoufiquiya à Alger. Ces cercles étaient des lieux de rencontres pour échanger des idées, s'entraider et affirmer leur refus des conditions que vivaient les autochtones de l'époque. En sus, les « *Jeunes Algériens* » lancèrent des journaux indépendants en langue française et d'autres bilingues comme « El Misbah » et « Rachidi ».

La presse était aussi un moyen utilisé par les nationalistes algériens. L'émir Khaled défendait régulièrement son programme dans le journal *l'Ikdam*. Les leaders du mouvement assimilationniste faisaient de même dans des organes comme *L'Entente franco-musulmane*. Même Messali Hadj ne ménagea pas cette voie en créant *l'Ikdam nord-africain* et ensuite *al-Ouma*. Le combat des oulémas était tout autre. Revenant pour certains de l'Orient, influencés par la *nahda*, Ben Badis et ses amis tentaient de réformer la société algérienne en œuvrant à former une génération attachée à ses valeurs identitaires et capable de tenir face à la civilisation occidentale et plus particulièrement à la francisation. Dans ce sens, les oulémas ne lésinèrent pas sur les moyens : Presse (al-Chihab, al-Bassair...), l'enseignement (une soixantaine d'écoles en 1936) et les cercles (près de 70 en 1938).

Jusqu'à la veille de l'indépendance, la majorité des catégories sociales et culturelles qui composaient la société algérienne, chacune dans son domaine et chacune avec ses propres moyens, assumaient pleinement leurs tâches de défense du pays et de son patrimoine. Les artistes, les journalistes de la radio, les romanciers et les historiens, pour ne citer que ceux-là étaient de la partie. Qui n'a pas vu ou lu les pièces théâtrales de Mahieddine Bachtarzi, les romans de Mohammed Dib et de Mouloud Feraoun, et les écrits historiques de Moubarek al-Milli et de Mohammed Cherif Sahli. Ceci est le résultat d'une prise de conscience de toute une société sur la nécessité d'œuvrer pour la survie de la culture et de l'histoire de tout un pays et ce, par tous les moyens disponibles.

Pour cerner cette problématique des « formes de résistances culturelles et sociales en Algérie », voici une liste (non exhaustive) des thèmes dans lesquels notre revue accueillera des contributions :

- L'opposition des Berbères à la romanisation.
- Le donatisme, les circoncissions et la lutte sociale.
- Les révoltes sociales à travers l'histoire.
- La résistance linguistique des Berbères durant les périodes médiévale et moderne.
- Rivalités idéologiques et naissance et chute des royaumes au Moyen Age.
- L'élite classique et moderne face à la colonisation française.
- Les « Bandits d'honneur » comme un phénomène de combat social.
- Naissance et développement du syndicalisme algérien.
- La société algérienne face à l'ordre colonial.
- Les plaintes des Algériens contre le régime colonial.
- La résistance culturelle dans le domaine de la presse, du théâtre, de la radio, du cinéma, du roman, de l'écriture historique et de la poésie.

Les langues de publication : Les articles sont acceptés dans 04 langues : Tamazight, Arabe, Français, Anglais et Espagnol.

Calendrier et modalités de soumission

- **30 mai 2026 :** Date limite de réception des propositions d'articles dans l'une des cinq langues de la revue et qui doivent contenir les éléments suivants : l'importance du sujet, la problématique, les études antérieures, la méthodologie et le corpus de l'étude. Il faut mentionner les noms de l'auteur/ des auteurs, rattachement(s) institutionnel(s) et adresse(s) électronique(s) et envoyer à l'adresse suivante :

rhm.secretariat@univ-bejaia.dz

- **10 juin 2025:** Notification de la décision du comité scientifique.
- **30 septembre 2026 :** Date limite de réception des articles sur la plateforme des revues scientifiques algériennes (ASJP) via ce lien:

<https://asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/605>

- Publication du numéro de *La Revue d'Histoire Méditerranéenne* **volume 08 numéro 03 de décembre 2026.**
- Pour plus d'informations sur les règles de publication et les modalités de soumission, cliquez sur [la page de la revue du site de l'université de Bejaia](#) ou sur [la page de la revue sur le site ASJP](#)

Le directeur et rédacteur en chef de la Revue : Pr. AIT MEDDOUR Mahmoud

Le président du comité scientifique : Pr. OUATMANI Settari.

Le comité scientifique :

AILLET Cyrille (U. Lumière, Lyon 2). AISSANI Djamil (U. de Bejaia), AIT HABOUCHE Hamid (U. d'Oran). AIT HASSOU Mohamed (U. Cadi Ayyad. *Marrakesh. Maroc*). BAIZIG M. Salah (U. de Tunis). BALA Sadek (U. de Bejaia). BAKHOUCHE Zoheir (U. de Guelma) BISHOP Elizabeth (Texas State University San Marcos). BOUAZZA Boudersaia (U. d'Alger2). CHAFOU Redhouane (U. d'El Oued). CHAIB Kedadra (U. de Guelma). CHAMI Tarik (U. de Bejaia) CHOUITAME Arezki (U. d'Alger 2). FARADJI M. Akli (U. de Bejaia). GALLORO Pierro (Université de Lorraine, France). GREVIN Benoît (EHESS, Paris). GUENFISSI Hayette (U. de Bejaia). HADIAIWASH Huda (U. de Baghdad). HALAILI Hanifi (U. de S. Bel Abbés). HACINI Aicha (U. de Bouira). HANAFI Aicha (U. d'Alger2) JADLA Brahim (U. Menouba, Tunis). KINZI AZZEDINE (U.de T. Ouzou). LOVEJOY Paul (U. de Toronto, Canada). MAKHLOUFI Abdelouhab (U. de Bejaia) . MAUREL Chloé (U. PLS de

Paris). MEGROUS née MEHENTEL Djahida (Université d'Alger 2). MERAH Aissa (U. de Bejaia) Mous Latéfa (U. Oran 2). NAILI Abdelkader (U. de Djelfa). REMILI Nedjma, née SERRADJ (Université d'Alger 2). SAIDI Meziane (ENS de Bouzaréah, Alger). SALEM Merouane (U. de Diyala, Irak.). SALIH Achraf (University of Ibn Rushd-Netherlands). SIDALI AHMED Messaoud (U. de M'sila). TIDJET Mustapha (U. de Bejaia). TLEMCANI Ben Youcef (U. de Blida). VALERIAN Dominique (U. de Paris 1 Panthéon – Sorbonne). MAUREL Chloé (U. PLS de Paris)

Comité d'édition :

FOURALI Yasmine(U. de Bouira. Algérie), KHAROUNI TOUCHE Nouara (U. de Bejaia. Algérie), LAHOUEL Tassaadith. (U. de Bejaia. Algérie) , MAZRI Sabrina (U. de Bejaia. Algérie). MERDJAA Aicha (U. de Bejaia. Algérie), TIDJET Mustapha. (U. de Bejaia. Algérie), ZERKAOUI Nourdine. (U. de Bejaia. Algérie)